

Octobre - Novembre 2015



Le Canard à l'orange n°4

(JOURNAL DE LA SECTION SYNDICALE SOLIDAIRES FIP 93)

Edito : UNE RENTREE SUR L'AIR DU

« JE VOUDRAIS BIEN, MAIS J' PEUX POINT » !

Les rentrées se suivent et se ressemblent. Les vacances sont déjà loin et les ennuis (re)commencent. Les années précédentes les rentrées furent marquées par le flottement et par des choix discutables de l'administration. La rentrée 2015 se révèle à bien des égards la plus compliquée depuis bien longtemps. D'abord parce qu'après bien des années d'efforts, de sacrifices et de renoncements, les agents des Finances Publiques ne voient toujours rien venir en termes de résultat. Ou si peu !

A longueur de journaux télévisés ou dans la presse écrite on nous serine que l'état de l'économie ne permet pas d'envisager une embellie pour le sort fait aux fonctionnaires. N'évoquons même pas la campagne anti fonctionnaire qui sévit en ce moment. Contentons-nous de rappeler que la Fonction Publique c'est le bien commun de tous les citoyens. Et c'est la Fonction Publique qui est mise à contribution quand l'économie ne suit pas. Dégraissez le mammoth comme disait l'autre, faisons des économies, mettons en œuvre un « pacte de responsabilité » au profit des uns et au mépris des autres, les fonctionnaires en particulier.

La Fonction Publique, la Direction Générale, les Directions locales ont beau affirmer qu'elles œuvrent pour le bien de tous, agents y compris, nous croient-ils naïfs au point de penser que les suppressions d'emplois c'est bon pour nous, que les salaires bloqués nous font un bien considérable, que la stagnation des carrières et les faibles possibilités de promotions aux grades supérieurs est un bienfait certain pour nous ? Tout cela bien sûr, sur fond de fusions, restructuration, plan triennal et de dialogue social biaisé.

Le mot qui pourrait résumer le sentiment des agents par rapport à la manière dont ils sont traités est lassitude, et celui par rapport à tout ce que l'administration envisage de mettre en place est défiance. Certes, le désir des agents est ambitieux : travailler dans de bonnes conditions, avec un salaire décent, avec un minimum de reconnaissance et de respect. Tout le monde est mécontent, du cadre C à la hiérarchie intermédiaire, et le mot est faible. L'administration n'entend pas changer de cap, elle le dit en ajoutant quelque chose qui ressemble à : « je voudrais bien, mais je peux point » !

Dans ce contexte, quel avenir pour le service public fiscal et foncier ? Que vont devenir les recettes de l'état qui permettent de gérer le bien commun ? Quel sort va être fait aux fonctionnaires ? Que vont devenir les agents des finances publiques ? Autant de questions auxquelles le Politique n'est pas désireux d'apporter des réponses au bénéfice du service public et des agents.

Ne subissons plus ! Finissons-en avec ce néfaste fatalisme ambiant ! Soyons ambitieux ! Réagissons !

Malgré le contexte et la période difficile prenons, en responsabilité, conscience que seule une réaction forte, d'ampleur inversera la situation dans laquelle certains nous plongent avec une méprisable délectation. Pour Solidaires Finances Publiques 93 la période est cruciale, décisive pour l'ensemble de la DGFIP et de la DDFIP. Solidaires 93 met tout en œuvre pour que soient satisfaites nos revendications et ce dans l'unité la plus large.

ENSEMBLE PLUS QUE JAMAIS, NE LACHONS RIEN !

Solidaires Finances Publiques La force de tous les agents de la DGFIP

DGFIP : DEMARCHE STRATEGIQUE EMPLOIS NON POURVUS RESTRUCTURATION / DESTRUCTION TENSIONS DANS LES SERVICES

UN CONSTAT ACCABLANTE : LE DANGER EST IMMINENT ! POUR SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES L'HEURE EST A LA MOBILISATION

- La prochaine loi de finances va prévoir une nouvelle vague de suppression d'emplois et une baisse du budget de la DGFIP, (2130 nouvelles suppressions ont annoncées pour 2016),
- L'annonce de la retenue à la source est porteuse de danger pour la DGFIP,
- Le Directeur général engage des chantiers visant à remettre en cause certaines règles de gestion, au détriment des droits des agents. C'est toute la problématique liée aux règles de gestion dont il s'agit : rappelons que le Directeur général a dans son poste précédent démantelé la CCRF
- L'accélération des restructurations et leurs conséquences sont particulièrement néfastes pour les agents et le service public : d'ores et déjà le DG envisage d'aller plus loin que ce que prévoit la démarche stratégique. La démarche stratégique et l'adaptation du réseau à la DGFIP s'intègre dans la modernisation de l'action publique (MAP) voulu par le politique, et dans la réforme territoriale. Pour satisfaire à cette exigence le DG accélère les réformes.
- La réforme territoriale organise et accompagne le repli du service public, elle pose des questions importantes (parfois vitales) pour les agents : mobilité géographique et fonctionnelle sont plus que jamais à l'ordre du jour,
- Les orientations de la Fonction Publique sont tout aussi claires que destructrices : le temps de travail est sur la sellette, tout comme les promotions internes. Enfin, la mobilité revient.
- Entre la démarche stratégique, l'adaptation du réseau de la DGFIP, la MAP il y a une cohérence d'ensemble ; et, pour la DGFIP la restructuration ne s'arrêtera qu'une fois notre administration démantelée. Ayons toujours à l'esprit que tout démantèlement se fait toujours au détriment des missions, de leurs sens, et surtout au détriment des personnes.

QUAND LA DDFIP CROIT POUVOIR FAIRE CE QU'ELLE VEUT : SOLIDAIRES 93 DIT NON !

Dans l'univers merveilleux de notre administration, la DDFIP instaure ces propres règles : En juillet dernier les nouveaux cadres C arrivants dans le département ce sont vu refuser purement et simplement la "grosse" indemnité de stage pour ne recevoir que la "petite", soit une économie de 700 € au détriment de 11 agents C qui pour la plupart ont dû tout quitter pour venir s'installer en région parisienne. Coup dur pour leurs budgets et deux poids deux mesures : Le droit est appliqué à tous sauf aux "vilains canards" du 93.

Nous sommes fin juillet quand la DG, tout de suite alertée par Solidaires Finances Publiques demande à la DDFIP 93 de rectifier son erreur (sic !) et de rétablir le bon droit des 11 agents concernés. **Après plusieurs relances nous avons obtenu (enfin !) le rétablissement du droit des agents en la matière et la reconnaissance de « l'erreur » (re-sic !) totalement assumée par la DDFIP 93 au cours du dernier CTL le 25 septembre 2015.**

Le paiement n'interviendra que sur la paye d'octobre. Les 11 agents ont donc attendu 3 mois ! Ce n'est pourtant pas faute de dire et de redire à l'administration qu'il faut rendre ce département attractif. Des fois qu'elle s'interroge sur les raisons qui font que l'on se demande pourquoi on est le département avec le plus fort turnover de France et qu'elle doit « prendre soin de ses agents. Drôle de façon de s'y prendre !

**SOLIDAIRES ET TOUS LES AGENTS DU 93
REFUSENT CETTE LOGIQUE DE DESTRUCTION
ENSEMBLE PLUS QUE JAMAIS. NE LACHONS RIEN !**

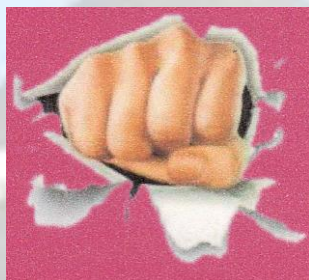
STOPPONS LA CASSE DE LA DDFiP 93

-Les suppressions d'emplois on a déjà donné et on connaît les conséquences en local. Tous les postes vacants ne sont déjà pas pourvus.

-Nous on a déjà le CDC. Avec la retenue à la source, c'est le tissu fiscal du 93 qui est concerné et c'est les agents qui vont souffrir et gérer ... l'ingérable !

-Dans l'immédiat c'est la remise en cause des règles de gestion qui est le plus néfaste pour les agents du 93 : Redécoupage et élargissement des RAN, Extension de l'allongement des délais de séjour pour les C, à la spécialité pour les B.

Clairement, c'est une remise en cause de l'affectation la plus précise possible, la mise en place d'une « sorte » de mobilité forcée et surtout une remise en cause pure et simple du droit à mutation. Pour le moment nous n'en savons pas plus, ces « projets » en sont au stade des discussions en groupe de travail préparatoire au CAP nationales de mutation.



Parfaite illustration de tout ce que nous venons d'évoquer : la casse de la DDFiP 93.

Les restructurations à la DGFIP porte un nom : **le projet ASR** (Adaptation Structure Réseau) qui a été présenté à l'ensemble des syndicats de la DDFIP 93 au cours d'un groupe de travail au mois de novembre 2014.

Ce projet s'est heurté dès le départ à l'opposition de l'ensemble des Organisations Syndicales de la DDFIP 93. En effet, personne n'était dupe sur la volonté de la Direction de fusionner les services afin de faciliter les futures suppressions d'emplois : Le Directeur l'avait, d'ailleurs, clairement affiché dès le début.

Après une parodie de dialogue professionnel avec les équipes de travail concernées, la direction devait faire avaliser l'ASR devant les représentants des personnels au cours de la 2^{ème} convocation du Comité technique local (CTL) prévue pour le 17/09/2015,

Mais l'ensemble des représentants du personnel ont refusé de siéger arguant, notamment que toute restructuration de service devait faire l'objet au préalable d'une fiche d'impact et d'un passage devant le Comité hygiène et sécurité – condition de travail (CHS-CT).

En effet toutes les réformes ont des conséquences sur les personnels concernés que cela soit en matière de conditions de travail, de santé, de sécurité, l'hygiène...etc) : Toutes choses, apparemment secondaires pour la direction....et bien sûr, rien sur le bienfondé de telles restructurations.

Malgré la tentative de passage en force et la menace de la part des OS d'un recours devant le TA, la direction a dû se rendre à l'évidence et finalement reporter le vote sur l'ASR pour le CTL du 7 décembre 2015.

Affaire à suivre mais que de temps et d'énergie perdus à cause d'une direction sûre d'elle-même, déterminée à casser les services coûte que coûte au point de s'affranchir des règles les plus élémentaires du paritarisme.

Dans le numéro 3 du Canard à l'orange Solidaires 93 vous livrait son compte rendu de la visite du CDC. Voici la suite. Il y a fort à parier qu'on en entendra encore parler !

Mais, au fait, ça fonctionne comment un centre de contact?

Les messieurs de Bercy emploient les termes de **Flux Entrant** et de **Flux sortant**, novlangue technocratique oblige. *Flux entrant*, ce sont les contribuables voulant joindre téléphoniquement ou par courriel un service des finances publiques, *Flux sortant*, c'est le travail que peut fournir un service comme le CDC.

En terme de flux entrant de l'aveu même de la DDFIP du 28, **seulement 45% d'appels aboutis pendant la campagne IR** (c'est à peu près ce que faisait les services départementaux, il y a seulement 3 années !). Ce chiffre que l'on peut qualifier de mauvais s'explique par le dimensionnement trop limité (30 agents) du service pendant les temps de campagne !



Pendant la campagne, car hors campagne, le service est plutôt surdimensionné (sic !), "son flux sortant n'est pas suffisant".(re-sic !) : alors la DG est claire, elle veut confier aux CDC hors des périodes de campagne le traitement des listings par exemple les relances amiables. Ils ont d'ailleurs l'idée de tester cette relance par SMS au motif que 98% des SMS sont lus contrairement à nos courriers.

De plus va commencer très prochainement le contentieux Admission Totale par téléphone (déjà commencé dans le CDC de Rouen) : le champ d'action en la matière étant tout le contentieux (IR-Impôts Locaux) hors ceux nécessitant une mise à jour de la situation de famille.

Solidaires finances Publiques continue à demander le retrait de ce qui apparaît de moins en moins comme une expérimentation !

L'argument de la DG pour vendre cette restructuration ? Vous accordez en AT 90% des contentieux en contrôlant 100% donc 90% de gens importunés pour rien ! Alors accordons 100% et aux chefs de service de faire des contrôles ponctuels en CSP....CQFD !

On le voit bien, le but n'est pas d'aider les services du 93 mais bien de liquider les SIP en les vidant de toutes leurs missions puis en supprimant les emplois affectés, tout en « désintoxiquant » le contribuable de son centre des Finances Publiques. (Dixit le DG).

La mise en place de ces call-centers étouffe le service public rendu aux contribuables et dégrade nos conditions de travail.

Nous Contacter : Solidaires Finances Publiques 93 – 7 – 11 rue Erik Satie
93200 Bobigny Tél 01.48.96.55.90
Email : solidairesfinancespubliques.ddfip93@dgfip.finances.gouv.fr
Secrétariat : N Danadjian 06.03.63.44.60 - L Mounard 06.76.91.56.26 – JL Pares 06.74.50.50.28